

Responsable de projets immobiliers

RNCP41735 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	313
Formacode(s)	42184, 42158, 42133, 42186
Code(s) ROME	C1501, C1502, C1503, C1504
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/11/2025
Date d'échéance	27/11/2028

Certificateur(s)

LA COMPAGNIE DE FORMATION - DIRECTION NATIONALE PIGIER · SIRET : 32922456200812

EDUSERVICES · SIRET : 52282368100047

CONSEIL FORMATION QUALIFICATION · SIRET : 40132583200087

Partenaires habilités

27 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 27 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
AFTEC	35119111900160	Former et organiser l'évaluation
AFTEC	35119111900301	Former et organiser l'évaluation
AFTEC - IPAC BACHELOR FACTORY - MB WAY - WIN SPORT	35119111900400	Former et organiser l'évaluation
AFTEC - MY DIGITAL SCHOOL - MBWAY - IPAC BACHELOR	35119111900335	Former et organiser l'évaluation
CONSEIL FORMATION QUALIFICATION	40132583200079	Former et organiser l'évaluation
CONSEIL FORMATION QUALIFICATION	40132583200087	Former et organiser l'évaluation
ECO COM	48017681700066	Former et organiser l'évaluation
ESPL-ECOLE SUPERIEURE DES PAYS DE LOIRE	44344472400027	Former et organiser l'évaluation
IPAC	38416491900142	Former et organiser l'évaluation
IPAC	38416491900183	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 27 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rncp41735-responsable-de-projets-immobiliers/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Dans un contexte marqué par une instabilité géopolitique internationale et nationale, sociale, économique et climatique, le secteur de l'immobilier connaît de profondes mutations. Dans les dernières années, on peut notamment évoquer : l'augmentation du coût des matériaux, le durcissement de l'accès au crédit, le ralentissement des transactions, la dégradation de la note souveraine de la France et ses conséquences pour les particuliers, la

disparition progressive des dispositifs d'aides historiques et la montée des exigences environnementales... En parallèle, les usages des biens immobiliers se transforment (télétravail, coworking, coliving...) ; la demande sociale reste forte : aspiration à la propriété privée et individuelle, tension sur le locatif, tension énergétique. Le Responsable de Projet Immobilier est au cœur de ses enjeux. S'il exerce dans un marché du travail complexifié et plus difficile à intégrer, sa valeur ajoutée elle, ne cesse d'augmenter.

Malgré les turbulences connues par le secteur de l'immobilier, les besoins en compétences dans ce secteur sont toujours bien présents. En effet, les difficultés à recruter ne se démentent pas, car les compétences du Responsable de Projets Immobiliers se transforment et ne sont pas détenues par les professionnels déjà positionnés sur le marché du travail.

D'une part, ses compétences évoluent vers une technicité accrue, il doit mobiliser des savoirs issus d'une variété de domaine de plus en plus étendue : le commercial, le droit immobilier, l'urbanisme, la construction et les sciences de l'environnement. D'autre part, il doit faire preuve d'aptitudes relationnelles de plus en plus aiguisées, indispensables à la coordination des acteurs et à la relation client qui se complexifie avec les évolutions sociétales.

ACTIVITÉS VISÉES

Activités communes :

- Connaissance et maîtrise du marché de l'immobilier et des facteurs pouvant induire un changement ponctuel ou profond dans son fonctionnement.
- Accompagnement du client pas à pas dans un projet immobilier responsable pour le sécuriser dans toutes ses dimensions.
- Engagement de sa responsabilité dans le cadre d'une gestion de patrimoine durable.
- Gestion stratégique d'un patrimoine immobilier dans un objectif de rentabilité et de viabilité.
- Optimisation de l'image d'un patrimoine immobilier dans le respect des valeurs responsables et en s'adaptant au domaine d'intervention, dans le secteur de l'immobilier.
- Pilotage des différents corps de métier autour du projet immobilier
- Maintien de la qualité de la coopération entre les équipes pluridisciplinaires
- Coopération en environnement spécifique

Option pilotage des opérations de transaction et/ ou de promotion immobilière

- Elaboration d'un projet immobilier responsable : définition du périmètre de l'opération, sécurisation du projet et supervision des actes de transaction et de promotion.
- Suivi et clôture du projet immobilier grâce à un contrôle précis et un accompagnement régulier du client.
- Pilotage de l'activité d'une équipe dans le respect des valeurs d'inclusion et de responsabilité sociale et écologique (RSE).

Option gestion d'un patrimoine locatif privé ou social dans une logique de rentabilité et de service

- Evaluation technique et financière d'un parc locatif dans un objectif de performance et de maintien de l'activité.
- Exploitation responsable et durable d'un parc locatif grâce à une posture d'anticipation et de contrôle du respect des normes techniques et réglementaires mises en place.
- Pilotage de l'activité d'une équipe de gestion locative dans le respect des valeurs d'inclusion et de responsabilité sociale et environnementale.

Option coordination de la gestion de biens soumis au statut de la copropriété des immeubles bâtis

- Structuration de l'environnement contractuel dans le cadre d'une gestion de biens en copropriété.
- Optimisation technique et administrative des biens en copropriété d'une manière responsable.
- Management des relations copropriétaires

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Assurer une veille réglementaire, technologique, socio environnementale et commerciale, afin de fiabiliser les propositions de projet immobilier faites aux clients.

Diagnostiquer l'état du marché immobilier en France et à l'étranger, afin d'optimiser les conseils donnés au client.

Anticiper les vulnérabilités climatiques d'un projet immobilier, afin de renforcer la résilience du projet.

Evaluer la faisabilité d'un projet immobilier, afin de sécuriser son activité et le patrimoine du client.

Veiller à la conformité environnementale des projets, afin de garantir une soutenabilité réelle, y compris en l'absence d'obligation légale formelle.

Engager le client dans un projet immobilier responsable, afin de favoriser la réussite d'un projet durable.

Assumer la gestion d'un patrimoine au nom d'un mandant ou d'un collectif, afin de garantir une prise en charge efficace, conforme et représentative du projet confié.

Evaluer la performance environnementale et sociale d'un bien immobilier, afin d'accompagner un mandant ou un

collectif dans une gestion durable de leur patrimoine.

Optimiser l'investissement immobilier d'un mandant ou d'un collectif, afin de sécuriser et valoriser le patrimoine confié sur le long terme.

Elaborer une gestion administrative cohérente, pour maximiser la rentabilité de l'investissement immobilier dans la durée.

Piloter la gestion technique du bien, pour maintenir la viabilité du bien.

Définir une stratégie de visibilité du bien, afin de renforcer l'attractivité du projet immobilier confié.

Sensibiliser le client et les équipes immobilières aux enjeux sociaux et environnementaux du projet immobilier, afin d'assurer la légalité de la gestion du bien sur le long terme.

Option pilotage des opérations de transaction et/ ou de promotion immobilière :

- Définir le périmètre de l'opération immobilière, afin d'orienter la conception de l'opération en cohérence avec son contexte.
- Sécuriser le projet immobilier responsable, afin d'assurer la bonne réalisation du projet.
- Réaliser le suivi de l'opération immobilière, afin de respecter le cahier des charges.
- Clôturer un projet immobilier responsable, afin d'assurer une livraison dans le respect du cahier des charges et des échéances.
- Participer à la réalisation d'un business plan responsable, pour s'assurer de la pérennité de la création d'une activité.
- Animer l'activité d'une équipe dans l'immobilier, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'agence.

Option gestion d'un patrimoine locatif privé ou social dans une logique de rentabilité et de service :

- Réaliser un diagnostic de l'environnement juridique, financier et opérationnel d'un parc locatif privé ou social, afin d'optimiser sa gestion responsable.
- Evaluer la performance économique d'un parc locatif privé ou social, afin d'orienter les arbitrages stratégiques.
- Assurer la maintenance et le contrôle technique du bien, afin de pérenniser son exploitation.
- Garantir la bonne gestion administrative, financière et sociale du bien, afin d'optimiser la rentabilité du bien.
- Optimiser l'activité d'une agence de proximité, en formalisant des objectifs opérationnels, afin de garantir le fonctionnement durable et viable de l'agence.
- Accompagner le développement des compétences d'une équipe de proximité, afin d'assurer le fonctionnement responsable de l'agence.

Option coordination de la gestion de biens soumis au statut de la copropriété des immeubles bâtis :

- Définir une gouvernance cohérente et efficiente de la copropriété, afin d'assurer la stabilité et la continuité du syndicat des copropriétaires.
- Encadrer les actions juridiques de biens en copropriété, y compris celles liées à sa création, afin de garantir la défense des intérêts de la copropriété avec rigueur et loyauté.
- Déployer une stratégie de gestion responsable de l'ensemble en copropriété, afin de garantir la rentabilité des biens et la préservation du patrimoine sur le long terme.
- Déployer une stratégie de gestion responsable de l'ensemble en copropriété, afin de garantir la rentabilité des biens et la préservation du patrimoine sur le long terme.
- Piloter la démarche de valorisation du patrimoine d'une copropriété, afin d'assurer l'adaptation des biens aux enjeux actuels et à venir de la copropriété.
- Créer les conditions propices à la cohésion au sein de la copropriété, afin de garantir la pérennité et la stabilité de la composition du syndicat des copropriétaires.
- Anticiper les risques de crise au sein de la copropriété, afin d'assurer la pérennité du syndicat des copropriétaires.

Blocs de compétences

RNCP41735BC01 — Conseiller et accompagner des clients particuliers et /ou professionnels dans un projet immobilier durable

LISTE DE COMPÉTENCES

Assurer une veille réglementaire, technologique, socio-environnementale et commerciale, en discernant les ressources pertinentes, en se créant un réseau de professionnels du secteur bancaire, des assurances, du bâtiment, afin de fiabiliser les propositions de projet immobilier faites aux clients.

Diagnostiquer l'état du marché immobilier en France et à l'étranger, en identifiant les pratiques et outils concurrentiels, en déterminant les changements d'usage et de besoins des clients particuliers et professionnels, en analysant les

évolutions normatives et les innovations technologiques, et leur impact sur les projets immobiliers, afin d'optimiser les conseils donnés au client.

Anticiper les vulnérabilités climatiques d'un projet immobilier, en étudiant l'évolution des risques naturels (inondations, sécheresse, chaleur extrême, grêle...), en identifiant des leviers d'adaptation (matériaux, techniques, implantation, gestion), en promouvant des pratiques responsables auprès des partenaires, afin de renforcer la résilience du projet.

Evaluer la faisabilité d'un projet immobilier, en analysant les besoins du client, son niveau d'engagement et ses motivations, en identifiant les contraintes liées à sa situation, ainsi que celles du projet, en contrôlant son adaptation aux normes d'accessibilité, afin de sécuriser son activité et le patrimoine du client.

Veiller à la conformité environnementale des projets, en intégrant dès la genèse du projet les exigences environnementales émergentes (normes européennes, chartes locales, engagements RSE, valeurs sociétales), en optimisant la construction en termes de matériaux et d'agencement selon les caractéristiques géographiques du projet, afin de garantir une soutenabilité réelle, y compris en l'absence d'obligation légale formelle.

Engager le client dans un projet immobilier responsable, en expliquant les enjeux liés aux financements, à la performance énergétique, l'accessibilité et la diversité sociale, en lui permettant d'arbitrer parmi différents scénarii de manière éclairée, en l'accompagnant dans la structuration de son dossier et en identifiant les interlocuteurs clés selon la nature du projet, afin de favoriser la réussite d'un projet durable.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Dossier professionnel : lancement d'un projet immobilier durable

RNCP41735BC02 — Représenter les intérêts d'un mandant ou d'un collectif dans le cadre d'un accord de gestion

LISTE DE COMPÉTENCES

Assumer la gestion d'un patrimoine au nom d'un mandant ou d'un collectif, en sélectionnant le bon moyen de délégation, en déterminant son cadre, en identifiant les parties prenantes, en défendant les orientations ou contraintes du projet dans les espaces de décision et de négociation, afin de garantir une prise en charge efficace, conforme et représentative du projet confié.

Evaluer la performance environnementale et sociale d'un bien immobilier, en analysant des audits techniques et énergétiques, en vérifiant son adaptation et celles de ses matériaux aux nouveaux modes de vie et besoins, en identifiant les écarts aux normes et les leviers d'amélioration, afin d'accompagner un mandant ou un collectif dans une gestion durable de leur patrimoine.

Optimiser l'investissement immobilier d'un mandant ou d'un collectif, en explicitant les forces et les faiblesses des différents types d'investissements, en formulant des recommandations adaptées au profil du client, en contrôlant l'éligibilité du dossier et sa conformité aux normes applicables, afin de sécuriser et valoriser le patrimoine confié sur le long terme.

Elaborer une gestion administrative cohérente, en déterminant les objectifs sociaux, techniques, environnementaux et financiers, en organisant la relation avec le mandant, en identifiant les optimisations de gestion administrative et de fiscalité, en choisissant les outils numériques adaptés, pour maximiser la rentabilité de l'investissement immobilier dans la durée.

Piloter la gestion technique du bien, en planifiant les interventions régulières, obligatoires, en préventif et curatif, en développant un réseau d'experts techniques, en garantissant l'adaptation régulière des outils numériques techniques et des process de contrôle au regard de l'évolution des normes en urbanisme, en incitant les parties prenantes à optimiser leurs usages du bien immobilier, pour maintenir la viabilité du bien.

Définir une stratégie de visibilité du bien, en identifiant les canaux de communication adaptés, en choisissant les actions adéquates à la spécificité du bien et à celles des cibles visées, en contrôlant le respect des normes de rédaction universelle, afin de renforcer l'attractivité du projet immobilier confié.

Sensibiliser le client et les équipes immobilières aux enjeux sociaux et environnementaux du projet immobilier, en adaptant les messages à chaque type d'interlocuteur, en rédigeant des documents de bonnes pratiques (charte usager, contrat de performance énergétique), en s'assurant de la transparence et de l'accessibilité de l'information à tous, afin d'assurer la légalité de la gestion du bien sur le long terme.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle orale – Représentation d'un mandant ou d'un collectif

RNCP41735BC03 — Coordonner les relations pluridisciplinaires entre les parties prenantes des opérations immobilières

LISTE DE COMPÉTENCES

Etablir un réseau de professionnels et d'experts autour du projet immobilier, en identifiant et qualifiant les parties prenantes directes et indirectes, en clarifiant leurs rôles, enjeux et contraintes pour chacun, en mettant à disposition des moyens de communication accessibles à tous, afin de construire une stratégie de gestion adaptée au contexte du projet immobilier.

Définir des modalités de coopération entre parties prenantes, en clarifiant les périmètres d'intervention et leurs temporalités, en définissant les modalités d'échanges, en favorisant leur engagement par un choix commun des indicateurs de suivi qualitatif et quantitatif et la répartition des responsabilités, afin de sécuriser la complémentarité des actions dans la durée.

Veiller à l'efficacité de la coopération, en garantissant l'accessibilité et l'adaptabilité des biens, des postes et des outils numériques de collaboration à chaque intervenant, en explicitant les enjeux et termes techniques de chaque corps de métier, en contrôlant le respect de la réglementation et de la sécurité au travail par tous, en déterminant les règles de gestion de conflit du projet, afin de respecter les objectifs du projet immobilier dans les temps.

Assurer un suivi qualité des équipes, en l'optimisant grâce à des outils numériques, en communiquant régulièrement l'avancée du projet aux instances décisionnelles, en contrôlant le respect des indicateurs par les parties prenantes, en exigeant des actions correctives ou des améliorations le cas échéant, afin de garantir la conformité du projet immobilier.

Accompagner la montée en compétences des équipes dans le traitement de dossier de gestion de biens à statut particulier ou en environnement spécifique, en identifiant les spécificités des biens liées à leur territoire, leur statut juridique, leur nature, leur réglementation, en optimisant le suivi des actions à l'aide d'outils de gestion numérique adaptés, afin de garantir le bon déroulement et la continuité du projet.

Adapter les modalités de coordination à la complexité et à la sensibilité du projet, en intégrant les spécificités liées à l'échelle territoriale, aux contraintes réglementaires ou aux parties prenantes spécifiques (associations, représentants politiques, usagers...), afin d'anticiper les risques de blocage.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas – Coordination des relations pluridisciplinaires

RNCP41735BC04 — Piloter des opérations de transaction et/ ou de promotion immobilière (bloc optionnel)

LISTE DE COMPÉTENCES

Définir le périmètre de l'opération immobilière, en choisissant le type d'opération adapté, en évaluant les objectifs de rentabilité, de valorisation du patrimoine, de gestion sociale, en menant une prospection foncière et en organisant les appels d'offre, afin d'orienter la conception de l'opération en cohérence avec son contexte.

Sécuriser le projet immobilier responsable, en réalisant une étude de faisabilité responsable et durable, en assurant les démarches commerciales en collaboration avec le service marketing, ainsi que le montage des différents dossiers administratifs et de financement avec les partenaires financiers, en garantissant l'efficacité et la légalité des négociations et des actes de transaction, afin d'assurer la bonne réalisation du projet.

Réaliser le suivi de l'opération immobilière, en sélectionnant les partenaires du projet, en coordonnant et en contrôlant les intervenants techniques, administratifs et financiers, en planifiant des jalons de contrôle réguliers, en optimisant le suivi à l'aide d'outils numériques, afin de respecter le cahier des charges.

Clôturer un projet immobilier responsable, en contrôlant scrupuleusement la livraison de chaque lot et son respect des réglementations en urbanisme (accessibilité etc.) et environnementales, en transmettant les documents réglementaires et techniques aux parties concernées, en mettant en place un suivi après-vente, afin d'assurer une livraison dans le respect du cahier des charges et des échéances.

Participer à la réalisation d'un business plan responsable, en analysant les tendances du marché et une étude d'opportunités locales, en estimant les coûts d'investissement, les sources de revenus prévisionnelles et sa valeur ajoutée vis à vis de la concurrence établie, en contrôlant son respect de valeurs de l'équipe, pour s'assurer de la pérennité de la création d'une activité.

Animer l'activité d'une équipe dans l'immobilier, en valorisant et compensant les forces et faiblesses de chacun dans les différentes activités de l'agence, en s'assurant de l'adaptation des postes de travail à la diversité des profils et aux normes de sécurité au travail, en veillant à l'accessibilité des outils de collaboration pour tous et au partage de l'information, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'agence.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jeu de rôles et auto-évaluation – Pilotage d'une opération de transaction ou de promotion immobilière

RNCP41735BC05 — Gérer un patrimoine locatif privé ou social dans une logique de rentabilité et de service (bloc optionnel)

LISTE DE COMPÉTENCES

Réaliser un diagnostic de l'environnement juridique, financier et opérationnel d'un parc locatif privé ou social, en identifiant la nature des biens gérés, ainsi que les obligations, subventions et réglementations liées à leur statut et leur régime, en étudiant les flux financiers et les dispositifs d'aides spécifiques, en contrôlant le respect des normes d'accessibilité, environnementales, d'urbanisme,

en évaluant leur état technique et leur performance énergétique, afin d'optimiser sa gestion responsable.

Evaluer la performance économique d'un parc locatif privé ou social, en analysant les coûts de gestion quotidienne et dépenses exceptionnelles, en étudiant le taux et la durée de la vacance, ainsi que la régularité des rotations, en calculant la rentabilité nette des biens et leur potentiel d'amélioration, afin d'orienter les arbitrages stratégiques.

Assurer la maintenance et le contrôle technique du bien, en planifiant les opérations courantes, préventives et curatives, en mettant en œuvre des audits réguliers et un plan de gestion des risques responsable et durable, en contrôlant le respect des règles de sécurité au travail et dans les lieux publics par les intervenants, en contrôlant l'accessibilité physique et cognitive des espaces partagés, afin de pérenniser son exploitation.

Garantir la bonne gestion administrative, financière et sociale du bien, en analysant régulièrement les flux financiers, en intégrant les enjeux de mixité générationnelle, sociale et fonctionnelle dans l'attribution des biens, en intégrant les évolutions fiscales et normatives dans la gestion quotidienne, en ajustant les procédures amiables et contentieuses de recouvrement en conséquence, afin d'optimiser la rentabilité du bien.

Optimiser l'activité d'une agence de proximité, en formalisant des objectifs opérationnels, en déployant des outils numériques pour assurer le reporting et le suivi des échanges, en mettant en place des indicateurs de suivi qualité en termes d'accessibilité, de performance énergétique et de traitement des réclamations, en ajustant les process de location selon les résultats, afin de garantir le fonctionnement durable et viable de l'agence.

Accompagner le développement des compétences d'une équipe de proximité, en leur explicitant la vision stratégique du patrimoine adoptée par l'agence, en développant des guides de bonnes pratiques pour faciliter l'intégration, l'inclusion et la sécurité au travail de tous les collaborateurs, en déployant des mécanismes de régulation et de soutien, en les sensibilisant aux valeurs RSE en interne et externe, afin d'assurer le fonctionnement responsable de l'agence.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jeu de rôles et auto-évaluation – Gestion d'un patrimoine locatif privé ou social

RNCP41735BC06 — Coordonner la gestion de biens soumis au statut de la copropriété des immeubles bâtis (bloc optionnel)

LISTE DE COMPÉTENCES

Définir une gouvernance cohérente et efficiente de la copropriété, en analysant le cadre légal applicable aux biens et la nature juridique des propriétaires, en précisant les organes et modes décisionnels adéquats, en identifiant les responsabilités de chaque instance au sein du règlement de copropriété, en assurant la transparence des échanges grâce à des outils de gestion numériques sécurisés, afin d'assurer la stabilité et la continuité du syndicat des copropriétaires.

Encadrer les actions juridiques de biens en copropriété, y compris celles liées à sa création, en accompagnant la prise de décision des parties prenantes grâce à l'explicitation des enjeux patrimoniaux, financiers, techniques et réglementaires, en coordonnant les acteurs concernés, en constituant les dossiers juridiques, financiers et techniques nécessaires, afin de garantir la défense des intérêts de la copropriété avec rigueur et loyauté.

Déployer une stratégie de gestion responsable de l'ensemble en copropriété, en proposant un plan pluriannuel de travaux durables et inclusifs qui permet l'adaptation des biens aux usages, en défendant un budget équilibré et une organisation comptable transparente, en négociant les contrats d'assurance, de maintenance préventive et curative, en prévoyant un process de gestion des sinistres, afin de garantir la rentabilité des biens et la préservation du patrimoine sur le long terme.

Déployer une stratégie de gestion responsable de l'ensemble en copropriété, en proposant un plan pluriannuel de travaux durables et inclusifs qui permet l'adaptation des biens aux usages, en défendant un budget équilibré et une organisation comptable transparente, en négociant les contrats d'assurance, de maintenance préventive et curative, en prévoyant un process de gestion des sinistres, afin de garantir la rentabilité des biens et la préservation du

patrimoine sur le long terme.

Piloter la démarche de valorisation du patrimoine d'une copropriété, en menant des audits techniques et énergétiques réguliers, en analysant les leviers d'attractivité sociale et de valorisation économique, en planifiant des actions techniques durables, en assurant la mise à jour du carnet d'entretien avec rigueur, en ajustant les process aux évolutions des normes, afin d'assurer l'adaptation des biens aux enjeux actuels et à venir de la copropriété.

Créer les conditions propices à la cohésion au sein de la copropriété, en favorisant la participation équitable des différents acteurs grâce à des outils de communication et de suivi numériques, en adaptant les modalités d'intervention technique aux contraintes des usagers et aux normes d'accessibilité, en assurant la sécurité des espaces partagés pour toutes les parties, afin de garantir la pérennité et la stabilité de la composition du syndicat des copropriétaires.

Anticiper les risques de crise au sein de la copropriété, en élaborant des supports de communication et de sensibilisation aux valeurs communes du syndicat, en identifiant les enjeux majeurs et risques de conflits liés à la nature de la copropriété, en favorisant les échanges et la médiation, en structurant des process de gestion de conflits clairs et transparents pour tous, afin d'assurer la pérennité du syndicat des copropriétaires.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jeu de rôles et auto-évaluation – Gestion de copropriété

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le métier de Responsable de projets immobiliers est rattaché au secteur de l'immobilier dans sa globalité.

Le Responsable de projets immobiliers peut s'insérer dans différents types de structures qui peuvent être classées en trois grandes familles :

- Les structures privées du secteur immobilier : agences immobilières, sociétés de promotion immobilière, sociétés de gestion locative, administrateurs de biens, foncières privées, sociétés de marchands de biens, Sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC), entreprises de rénovation ou de réhabilitation privée, cabinet de notaire, agence de gestion de copropriété.
- Les structures publiques ou parapubliques : collectivités territoriales, établissements publics fonciers, bailleurs sociaux (Offices Publics de l'Habitat, Entreprises Sociales pour l'Habitat), Société d'Economie Mixte (SEM), Sociétés Publiques Locales (SPL), agence d'urbanisme ou de services techniques municipaux.
- Les autres structures : startups PropTech (plateformes numériques de gestion ou de transaction immobilière), cabinets de conseil en immobilier, startups en urbanisme ou développement durable, associations ou ONG intervenant dans le logement ou l'aménagement, sociétés civiles immobilières (SCI), fédérations et syndicats professionnels.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Responsable de projets immobiliers

Chargé d'affaires immobilières / de projets immobiliers

Consultant immobilier

Chargé d'opérations de promotion / de transactions immobilières / de clientèle

Responsable de transactions immobilières / de promotion immobilière

Gestionnaire de copropriété cadre

Chargé de clientèle en copropriété

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

L'accès et les conditions d'exercice du métier de Responsable de Projets Immobiliers sont encadrés par des normes spécifiques au domaine de l'immobilier :

- Loi HOGUET (1970) et son décret d'application (1972) : encadrement de l'activité d'entremise et de gestion immobilière (carte professionnelle T/G/S, garantie financière, assurance, registres, attestation de moralité...) ;
- Loi ALUR (2014) : régulation des honoraires des agences, encadrement des loyers dans les zones tendues, renforcement des obligations d'information envers les locataires et acquéreurs

D'autres réglementations en matière d'urbanisme, de développement durable et de protection de l'environnement et ses évolutions, de droit social et de lois anti discrimination ont un impact direct sur les activités du Responsable de Projets Immobiliers.

Ce responsable doit par ailleurs veiller au quotidien dans ses activités à la prise en compte et au respect des aspects

réglementaires liés à la protection des données, des aspects éthiques liés aux financements de projets immobiliers, ainsi qu'aux bonnes pratiques que le marché rend normatives.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Intensité d'embauche, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 313 €
Familles professionnelles (FAP)	R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	11 605
Jugés difficiles à recruter	53 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Pour une admission en 1ère année : être titulaire du baccalauréat ou d'une certification de niveau 4 dans les domaines du commercial / immobilier

Pour une admission en 2ème année : avoir validé une première année d'enseignement supérieur dans les domaines du commercial / immobilier

Pour une admission en 3ème année : avoir obtenu une certification de niveau 5

Ou justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans les domaines d'activité commerciale, ou immobilière

Toute demande ne répondant pas aux prérequis à la validation de la certification est étudiée par une commission placée sous l'autorité des deux co-certificateurs.

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Être titulaire d'une certification professionnelle de niveau 5 ou équivalent validé par le certificateur.

Avoir réalisé une période d'activité professionnelle en entreprise (stage, apprentissage, professionnalisation) d'au moins 90 jours.

Toute demande ne répondant pas aux prérequis à la validation de la certification est étudiée par une commission placée sous l'autorité des certificateurs.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le jury de délivrance de la certification est composé de minimum 3 membres :

- 60% à 70% sont des professionnels du secteur impérativement extérieurs au certificateur et n'ayant aucun lien de quelque nature que ce soit avec les candidats. Les membres du jury doivent être des professionnels en exercice ayant un titre ou une fonction équivalente ou supérieure au niveau de la certification à valider. Parmi les jurés professionnels, un président de jury est désigné.
- 30% à 40% sont représentants de l'organisme certificateur, n'ayant aucun lien direct avec les candidats dans le

cadre de leur parcours pédagogique.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 194 €
Selon la branche	7 193 € – 8 073 €
Prise en charge	Branches concernées
7 194 €	Valeur par défaut · 204 branches
8 073 €	CPNEF de l'HABITAT ET LOGEMENT ACCOMPAGNÉS, CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat, CPNEFP Commerce à distance, CPNEFP de la branche de la promotion immobilière, CPNEFP des jardineries et graineteries
7 290 €	CPNE de l'immobilier
7 193 €	CPNEFP de la branche des industries et commerces de la récupération

Base légale

Date de décision	27/11/2025
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/11/2028
Date de dernière délivrance possible	27/11/2032

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2024	377	6	89 %	63 %
2023	342	3	90 %	56 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP37641

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP36073, RNCP37641, RNCP38811, RNCP40660, RNCP40981

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Bachelor Commerce Immobilier Paris - Isifa Plus Values

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41735/>

Où se former

Formations référencées	4
------------------------	---

Organismes	2
Régions couvertes	0
Prix indicatif	1 699 € – 9 600 €

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	10
Organismes gestionnaires (CFA)	8
Organismes formateurs	9
Régions couvertes	7
Départements couverts	9
Organismes certifiés Qualiopi	9
Sessions	de 09/2024 à 09/2029

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	27
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	07/2026 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	38
Montant total engagé	72 232 €
Coût moyen par dossier	1 901 €
Durée moyenne	100 h
Période	06/2026 – 09/2026
France compétences	96 %
Reste à charge titulaire	3 %
France Travail	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.